

Bulletin du FMI

Discours au Council on Foreign Relations

John Lipsky : les risques d'inflation sont de retour

Bulletin du FMI en ligne

8 mai 2008

- Le retour des risques d'inflation pose un défi mondial
- La hausse des prix de l'énergie et des matières premières au centre des préoccupations
- Une action des pouvoirs publics s'impose pour promouvoir l'agriculture et l'investissement dans le secteur énergétique

Tout porte à croire que les pays émergents et en développement vont continuer de connaître une croissance relativement forte, ce qui laisse supposer que la demande d'énergie et de matières premières va elle aussi rester vigoureuse, alors même que l'activité globale ralentit, a déclaré John Lipsky, Premier Directeur général adjoint du FMI. Dans une allocution prononcée au Council on Foreign Relations, il a appelé les gouvernements du monde entier à agir avec détermination pour remédier aux goulets d'étranglement qui entravent l'approvisionnement en matières premières et aux problèmes à plus long terme concernant l'appareil productif tout en s'attaquant aux risques d'inflation.

Selon M. Lipsky, la hausse récente des taux d'inflation dans le monde est due en partie au renchérissement de l'énergie et des matières premières. «Cette accélération de l'inflation doit être prise au sérieux car elle pourrait menacer gravement la stabilité économique et réduire ainsi nos chances de rétablir la situation qui a caractérisé le début de la décennie, à savoir une croissance solide conjuguée à inflation faible», a-t-il déclaré.

Pour dire les choses de façon plus frappante, disons que les risques d'inflation ont refait surface après une longue absence et présentent désormais un défi pour l'économie mondiale, a-t-il ajouté.

Il a engagé les gouvernements à prendre des mesures pour encourager l'investissement dans le secteur énergétique, réduire les subventions aux biocarburants et améliorer leur politique agricole. Il a précisé que le FMI s'employait à venir en aide aux pays en développement le plus durement touchés par la hausse des prix des matières premières et à mettre au point des stratégies pour les pays membres.

Les prix sont soutenus par la vigueur de la croissance

La demande de matières premières reste forte en raison du dynamisme des pays émergents et en développement, en tête desquels figurent la Chine et l'Inde. La croissance de ces pays repose en effet sur une utilisation beaucoup plus intense d'énergie et de matières premières que celle des pays plus développés.



M. Lipsky : les pressions inflationnistes deviennent préoccupantes.

Ainsi, depuis 2003, les pays émergents et en développement en tant que groupe ont été à l'origine environ 95 % de l'augmentation de la demande de pétrole.

Compte tenu de la diminution des réserves et des stocks, le marché pétrolier est devenu très sensible à toute nouvelle de perturbations de l'approvisionnement et aux événements géopolitiques. C'est ainsi que les cours du pétrole ont atteint des niveaux sans précédents en termes réels, en dépassant de près de 16 % les records atteints en 1979.

Le FMI prévoit aussi que les prix alimentaires resteront élevés. «Il est probable que l'aide ne produira que des effets temporaires; aussi, faut-il s'attendre à ce que les prix agricoles restent élevés dans un avenir prévisible, car l'adaptation de l'appareil productif exigera à la fois de nouveaux investissements et des réformes, ce qui demandera du temps. Il faut espérer que l'impulsion inflationniste provoquée par la hausse des prix alimentaires finira par faiblir, même si les prix ne reculeront pas de façon significative. Cependant, cela veut aussi dire que les problèmes humanitaires posés par la hausse des prix alimentaires ne sont pas près de disparaître», a déclaré M. Lipsky.

Ripostes des pouvoirs publics

M. Lipsky a déclaré que, de l'avis du FMI, les pouvoirs publics devront adapter leur action à la réalité d'une évolution permanente des prix relatifs et, dans certains cas, à une résurgence plus générale de l'inflation.

Il incombe tant aux pays avancés qu'aux pays émergents et en développement de faire en sorte que leurs politiques n'entravent pas le rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la

demande sur les marchés de matières premières. À cet égard, M. Lipsky a cité plusieurs politiques structurelles qui iraient dans le bon sens :

- ***Encourager l'adaptation de la demande tout en protégeant les groupes vulnérables.*** Étant donné que, pour une part, les hausses récentes du prix du pétrole semblent devoir perdurer, il devient essentiel de favoriser l'adaptation de la demande à la réalité du pétrole cher. Ainsi, la répercussion de l'évolution des prix internationaux du pétrole sur les prix intérieurs aiderait à promouvoir l'adaptation inévitable de la demande à l'évolution du marché et encouragerait les mesures d'économie. En même temps, des mesures d'aide bien ciblées devraient être mises en place pour protéger les groupes les plus vulnérables.
- ***Encourager l'investissement dans le secteur pétrolier.*** Des mesures s'imposent pour développer l'investissement dans le secteur pétrolier. Il faudrait notamment que les producteurs de pétrole, en particulier ceux des pays émergents et en développement, veillent à ce que les régimes d'investissement soient stables et prévisibles, encouragent une plus grande coopération et une meilleure synergie entre les compagnies pétrolières nationales et internationales au moyen de partenariats bien conçus, et facilitent la création d'un marché ordonné, prévisible et transparent par une meilleure diffusion des informations sur l'offre la demande.
- ***Réduire les subventions aux biocarburants.*** La lutte contre le protectionnisme et la diminution des subventions visant à stimuler la production de biocarburants élimineraient les distorsions au profit d'une plus grande efficacité globale. En outre, les économies d'énergie et les mesures visant à accroître l'efficacité énergétique aideraient à freiner la croissance de la demande d'énergie.
- ***Améliorer les politiques agricoles.*** Dans de nombreux pays émergents et en développement, l'absence d'infrastructures suffisantes pour accroître les surfaces cultivées, doper la productivité et acheminer les produits agricoles jusqu'au marché, risque de retarder indéfiniment l'adaptation de l'appareil productif. Les pouvoirs publics doivent donc faire le nécessaire pour améliorer les infrastructures ainsi que le système de distribution et de stockage; développer les systèmes d'irrigation; et réorienter les subventions au profit des produits à haut rendement et des intrants agricoles essentiels tels que les engrais. En même temps, il conviendrait que les pays avancés suppriment progressivement les subventions à la production au lieu de continuer à rendre inopérantes les incitations à produire dans les pays émergents et en développement.

Les politiques macroéconomiques ont aussi un rôle fondamental à jouer

- Aux **États-Unis**, les taux directeurs ont été sensiblement abaissés alors que les perspectives de croissance se dégradaient. Lorsque la croissance repartira aux États-

Unis, les décideurs accorderont une plus grande importance à l'évolution de l'inflation et aux anticipations inflationnistes. Le stimulus budgétaire de 2008 devrait soutenir quelque peu la demande. Cependant, de nouvelles mesures budgétaires pourraient être axées sur les secteurs clés dont la stabilisation est indispensable pour limiter les risques qui pèsent sur la croissance, tels que le secteur immobilier et le système financier.

- Dans la **zone euro**, la hausse prononcée de l'inflation et la crainte d'une dégradation des anticipations inflationnistes tempèrent la confiance et les dépenses des consommateurs. À juste titre, les perspectives d'inflation sont au cœur des considérations qui déterminent la politique de la Banque centrale européenne. Cependant, les perspectives pourraient évoluer à cet égard si les anticipations inflationnistes demeurent bien ancrées et si le ralentissement de la croissance réduit les pressions inflationnistes. Au Japon, l'inflation sous-jacente reste au niveau très faible de 0,1 % et, compte tenu de l'incertitude qui entoure les perspectives de croissance, on ne s'attend pas à ce que la Banque du Japon modifie sa politique à brève échéance.
- Dans les **pays émergents** dont les monnaies sont liées étroitement au dollar et qui sont exposés à des risques de surchauffe, les politiques macroéconomiques doivent être resserrées face à la généralisation des pressions inflationnistes. En Chine, l'évolution vers un régime de change plus souple offrirait une plus grande marge de manœuvre pour mener une politique monétaire efficace et stabilisatrice. Dans les pays du Moyen-Orient exportateurs de matières premières, les dépenses budgétaires devraient être axées sur la suppression des goulets d'étranglement, en particulier au niveau des infrastructures, qui alimentent les pressions inflationnistes.

Le rôle du FMI

M. Lipsky a déclaré que le FMI travaillait avec d'autres organisations internationales à la mise au point d'une riposte coordonnée à la crise alimentaire. Il agit aussi dans plusieurs domaines qui relèvent directement de ses compétences, à savoir :

- la fourniture d'aide financière et de conseils économiques aux pays qui pâtissent de l'évolution récente des prix internationaux; en particulier, le FMI est actuellement en discussion avec 10 à 15 pays à faible revenu en vue d'un financement éventuel de la balance des paiements.
- la réalisation d'études devant permettre de mieux comprendre les causes des hausses récentes des prix de l'énergie et de l'alimentation, l'effet des fondamentaux financiers sur les prix du pétrole et d'autres matières premières, et l'effet des prix du pétrole et de l'alimentation sur l'inflation globale ainsi que, plus généralement, sur les perspectives macroéconomiques.

- l'élaboration d'outils et de stratégies de gestion et d'atténuation des risques à l'intention des pays membres.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey